

France 3 : mobilisés pour défendre « leur » JT

BAYONNE Hier, près de 300 personnes se sont mobilisées contre la disparition de l'édition locale



Les salariés de France 3 Euskal Herri réunis hier. PHOTO J.-D. C.

Hier midi, ils étaient environ 300, entassés au pied du siège de France 3 Euskal Herri à Bayonne. Des spectateurs, des salariés d'autres médias, des acteurs économiques et de nombreux élus rassemblés pour dire « non » à la suppression de l'édition locale.

La direction de la chaîne a annoncé, jeudi dernier, son intention de rayer de l'antenne ses 16 journaux locaux, dont celui fabriqué par l'équipe en poste à Bayonne. Officiellement, la disparition de ces JT est programmée dès janvier. L'édition d'« Euskal Herri » (Pays basque) bénéficierait d'un « sursis » jusqu'au mois de juin.

« Ce n'est pas juste une édition locale, c'est un média qui disparaît de l'écran », fustigent les 21 salariés (16 titulaires et 5 CDD) que la direction compterait « mettre à contribution » des journaux nationaux et régionaux. « Nous deviendrions « correspondants » de Bordeaux au Pays basque. On nous appellerait quand il y a un feu, des inondations ou des faits divers plus sordides. C'est-à-dire un sujet, parfois deux, qui passerait à l'antenne chaque jour, contre 4 ou 5 aujourd'hui », résumait les employés de la chaîne.

La question de la langue basque

L'équipe dénonce un bond de vingt-cinq ans en arrière. D'autant que la disparition du sept minutes quotidien pose la question de la présence de l'euskara à l'antenne. Interrogés par « Sud Ouest », les responsables communication du réseau évoquent la possibilité de « reformater » les productions en basque. Elles seraient alors diffusées sous la forme d'un ma-

gazine hebdomadaire de 13 minutes. Hier, les journalistes concernés accordaient peu de crédibilité à cette « annonce ». « Nous essayons de faire en sorte que la langue basque soit un véritable outil de travail. Pas un sous-produit. » Une « exigence » qui passe par le traitement quotidien de l'actualité en euskara, insiste un des reporters. « Tous les sujets que l'on ne tournera pas, c'est autant d'images et d'interviews qui ne seront jamais dans les archives de France 3 », relève un autre.

Manque de visibilité

Pour la direction, la suppression des éditions locales se justifie par un manque de visibilité. À l'heure actuelle, seuls les détenteurs d'une antenne câble ou d'Internet peuvent regarder le journal du Pays basque. D'après les salariés, la chaîne n'a rien fait pour remédier à cela. « Cela fait trois ans que nous faisons remonter à la chaîne que c'est un problème de ne pas être relayé via une box ou l'ADSL. Mais rien n'a bougé. »

« Ce projet – car je ne veux pas croire qu'il y ait une décision définitive – c'est une fenêtre de la France qui se ferme sur le Pays basque. Nous n'accepterons pas cela », plante le maire de Bayonne et président de la Communauté d'agglomération Pays basque, Jean-René Etchegaray, présent hier aux côtés du maire d'Anglet. Près de 1 200 personnes ont déjà signé la pétition « Non à la suppression de l'édition locale de France 3 Euskal Herri », qui circule sur Internet (1).

Pantxika Delobel

(1) Sur le site: petitions24.net